

FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Société de Commissariat aux comptes, inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes,
rattachée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes Dauphiné-Savoie

Siège social : 9 rue Jules Ferry 74000 ANNECY - Tel : 04 50 02 91 94
RCS ANNECY 791 082 365 - Code NAF 6920 Z - SAS au capital de 436 850 Euros

FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI

100 rue Paul VERLAINE – 74130 BONNEVILLE

Association

N° SIRET : 417 503 125 00011

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

1 Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 Fondement de l'opinion

2.1 *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les disponibilités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 Vérifications du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

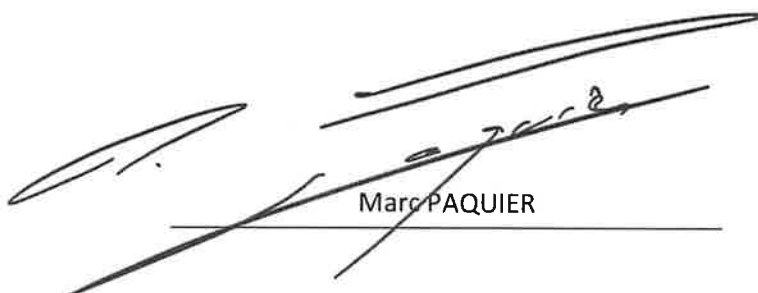
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 10 juin 2025,

Le Commissaire aux Comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2024

Bilan association

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | | Variation |
|---|--|----------------|--|----------------|----------------|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 5 480 | 5 480 | | | |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Terrains | 11 449 | | 11 449 | 11 449 | |
| Constructions | 135 575 | 25 113 | 110 462 | 118 867 | - 8 405 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 150 785 | 119 068 | 31 717 | 44 465 | - 12 748 |
| Immobilisations corporelles en cours | 97 528 | | 97 528 | | 97 528 |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres | 7 631 | | 7 631 | 7 631 | |
| TOTAL (I) | 408 448 | 149 661 | 258 787 | 182 412 | 76 375 |
| Actif circulant | | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| Créances | | | | | |
| . Créances clients, usagers et comptes rattachés | 27 264 | | 27 264 | 51 789 | - 24 525 |
| . Créances reçues par legs ou donations | | | | | |
| . Autres | 145 195 | | 145 195 | 249 429 | - 104 234 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Disponibilités | 430 999 | | 430 999 | 315 114 | 115 885 |
| Charges constatées d'avance | 13 634 | | 13 634 | 6 791 | 6 843 |
| TOTAL (II) | 617 092 | | 617 092 | 623 123 | - 6 031 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL ACTIF | 1 025 540 | 149 661 | 875 879 | 805 535 | 70 344 |

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | Variation |
|---|---|---|---------------|
| Fonds propres | | | |
| <i>Fonds propres sans droit de reprise</i> | | | |
| . Fonds propres statutaires | 45 421 | 45 421 | |
| . Fonds propres complémentaires | 401 352 | 401 352 | |
| <i>Fonds propres avec droit de reprise</i> | | | |
| . Fonds statutaires | | | |
| . Fonds propres complémentaires | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| <i>Réserves</i> | | | |
| . Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| . Réserves pour projet de l'entité | | | |
| . Autres | | | |
| Report à nouveau | 53 175 | -15 524 | 68 699 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 59 445 | 68 699 | - 9 254 |
| Situation nette (sous total) | 559 392 | 499 948 | 59 444 |
| Fonds propres consommables | | | |
| Subventions d'investissement | 40 566 | 47 328 | - 6 762 |
| Provisions réglementées | | | |
| TOTAL (I) | 599 958 | 547 275 | 52 683 |
| Fonds reportés et dédiés | | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | |
| Fonds dédiés | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | 28 519 | 28 392 | 127 |
| TOTAL (III) | 28 519 | 28 392 | 127 |
| Dettes | | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 107 868 | 114 699 | - 6 831 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 56 507 | 29 328 | 27 179 |
| Dettes des legs ou donations | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 83 027 | 74 096 | 8 931 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | 952 | - 952 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance | | 10 792 | - 10 792 |
| TOTAL (IV) | 247 402 | 229 867 | 17 535 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL PASSIF | 875 879 | 805 535 | 70 344 |
| Engagements reçus | | | |
| Legs nets à réaliser | | | |
| . acceptés par les organes statutairement compétents | | | |
| . autorisés par l'organisme de tutelle | | | |
| Dont en nature restant à vendre | | | |
| Engagements donnés | | | |

Compte de résultat association

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | Variation | % |
|---|---|---|-----------------|---------------|
| | Total | Total | | |
| Produits d'exploitation | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Ventes de biens et services | | | | |
| . Ventes de biens | | | | |
| . dont ventes de dons en nature | | | | |
| . Ventes de prestations de services | 71 545 | 64 852 | 6 693 | 10,32 |
| . dont parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| . Concours publics et subventions d'exploitation | 845 227 | 801 000 | 44 227 | 5,52 |
| . Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable | | | | |
| . Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| . Dons manuels | | | | |
| . Mécénats | | | | |
| . Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| . Contributions financières | | | | |
| Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge | 23 207 | 28 595 | - 5 388 | -18,84 |
| Utilisations des fonds dédiés | | 45 000 | - 45 000 | -100 |
| Autres produits | 350 | 313 | 37 | 11,82 |
| Total des produits d'exploitation (I) | 940 329 | 939 760 | 569 | 0,06 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations stocks | | | | |
| Autres achats et charges externes | 297 723 | 301 122 | - 3 399 | -1,13 |
| Aides financières | | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 25 284 | 27 360 | - 2 076 | -7,59 |
| Salaires et traitements | 431 645 | 404 625 | 27 020 | 6,68 |
| Charges sociales | 108 120 | 96 304 | 11 816 | 12,27 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 21 153 | 24 049 | - 2 896 | -12,04 |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | 3 024 | 12 614 | - 9 590 | -76,03 |
| Total des charges d'exploitation (II) | 886 949 | 866 075 | 20 874 | 2,41 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II) | 53 380 | 73 686 | - 20 306 | -27,56 |
| Produits financiers | | | | |
| De participations | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances d'actif | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 2 426 | 2 297 | 129 | 5,62 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | |
| Total des produits financiers (III) | 2 426 | 2 297 | 129 | 5,62 |

| | | | | |
|---|---------------|---------------|-----------------|---------------|
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | 2 997 | 3 146 | - 149 | -4,74 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements | | | | |
| Total des charges financières (IV) | 2 997 | 3 146 | - 149 | -4,74 |
| RESULTAT FINANCIER (III – IV) | -571 | -849 | 278 | 32,74 |
| RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV) | 52 809 | 72 837 | - 20 028 | -27,50 |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 487 | - 487 | -100 |
| Sur opérations en capital | 6 762 | 6 762 | | 0,00 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (V) | 6 762 | 7 249 | - 487 | -6,72 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 4 151 | - 4 151 | -100 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | 127 | 7 236 | - 7 109 | -98,24 |
| Total des charges exceptionnelles (VI) | 127 | 11 387 | - 11 260 | -98,88 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 6 635 | -4 138 | 10 773 | 260,34 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les sociétés (VIII) | | | | |
| Total des produits (I + III + IV) | 949 517 | 949 306 | 211 | 0,02 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 890 073 | 880 607 | 9 466 | 1,07 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 59 445 | 68 699 | - 9 254 | -13,47 |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | | | | |
| Produits | | | | |
| . Dons en nature | | | | |
| . Prestations en nature | 34 440 | 5 740 | 28 700 | 500,00 |
| . Bénévolats | 33 000 | 33 000 | | 0,00 |
| Total | 67 440 | 38 740 | 28 700 | 74,08 |
| Charges | | | | |
| . Secours en nature | | | | |
| . Mise à disposition gratuite de biens et services | 34 440 | 5 740 | 28 700 | 500,00 |
| . Prestations | | | | |
| . Personnel bénévole | 33 000 | 33 000 | | 0,00 |
| Total | 67 440 | 38 740 | 28 700 | 74,08 |

Annexes Associations

PREAMBULE

La maison de l'emploi a pour objet de :

- * contribuer à la coordination des actions menées dans le cadre du service public de l'emploi ;
- * exercer des actions en matière de prévision des besoins de main-d'œuvre et de reconversion des territoires, notamment en cas de restructurations ;
- * participer également à l'accueil et à l'orientation des demandeurs d'emploi, à l'insertion, à l'orientation en formation, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariées et à l'aide à la création d'entreprise.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 875 879,10 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 59 444,52 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 21/04/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

| Type | Durée |
|--|----------------|
| Logiciels informatiques | de 01 à 03 ans |
| Brevets | 07 ans |
| Agencements, aménagements des terrains | de 06 à 20 ans |
| Constructions | de 10 à 40 ans |
| Agencement des constructions | 12 ans |
| Matériel et outillage industriels | 05 ans |
| Agencements, aménagements, installations | de 06 à 10 ans |
| Matériel de transport | 04 ans |
| Matériel de bureau et informatique | de 03 à 10 ans |
| Mobilier | de 05 à 10 ans |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

Ces contributions représentent la somme de 33 000 euros en 2024.

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

| Actif immobilisé | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------|----------------|---------------|------------|----------------|
| Immobilisations incorporelles | 5 480 | | | 5 480 |
| Immobilisations corporelles | 297 809 | 97 528 | | 395 337 |
| Immobilisations financières | 7 631 | | | 7 631 |
| TOTAL | 310 920 | 97 528 | | 408 448 |

Amortissements

| Immobilisations amortissables | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|--|----------------|---------------|------------|----------------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | 5 480 | | | 5 480 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL I | 5 480 | | | 5 480 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| sur sol propre | 16 707 | 8 405 | | 25 112 |
| sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements | 50 870 | 2 408 | | 53 279 |
| Installations techniques, matériel, outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Installations générales, agencements divers | | | | |
| Matériel de transport | 11 716 | 5 040 | | 16 756 |
| Matériel de bureau et informatique | 43 734 | 5 299 | | 49 033 |
| Emballage récupérables et divers | | | | |
| TOTAL II | 123 027 | 21 152 | | 144 180 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 128 507 | 21 152 | | 149 660 |

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Etat des créances et charges constatées d'avance

| Créances | Montant brut | Echéances jusqu'à 1 an | Echéances à plus d'un an |
|--|---------------|------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres créances | | | |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances usagers | 27 264 | 27 264 | |
| Autres créances | | | |
| Charges constatées d'avance | 13 633 | 13 633 | |
| TOTAL | 40 897 | 40 897 | |

Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant |
|---|----------------|
| Participations ou immobilisations financières | |
| Produits d'exploitation | |
| Subventions/financements | 110 306 |
| Autres produits à recevoir | 28 982 |
| TOTAL | 139 288 |

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou Consommation | A la clôture |
|--|----------------|-------------------------|---------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 446 773 | | | | 446 773 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Report à nouveau | -15 524 | 68 699 | | | 53 175 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 68 699 | -68 699 | 59 445 | | 59 445 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Situation nette | 499 948 | | 59 445 | | 559 392 |
| Situation nette dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Subventions d'investissement | 47 328 | | | 6 762 | 40 566 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| TOTAL | 547 275 | | 59 445 | 6 762 | 599 958 |
| TOTAL dont générosité du public | | | | | |

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a pas de fonds dédiés sur 2024.

| Variation des fonds dédiés | A l'ouverture | Reports | Utilisations : Montant global | Utilisations : Dont remboursements | Transferts | A la clôture : Montant global | A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
|--|------------------|---------|-------------------------------------|--|------------|--|---|
| Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

Provisions pour risques et charges

| Nature des provisions | A l'ouverture | Augmentations Dotations de l'exercice | Diminution Reprises de l'exercice | A la clôture |
|---|---------------|---|---|---------------|
| Provisions pour investissement | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL (I) | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour garanties aux clients | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | |
| Provisions pour pensions obligatoires similaires | 28 392 | 127 | | 28 519 |
| Provisions pour impôts | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| Provisions pour gros entretiens et grandes révisions | | | | |
| Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| TOTAL (II) | 28 392 | 127 | | 28 519 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 28 392 | 127 | | 28 519 |
| Dont dotations et reprises | | | | |
| - d'exploitation | | | | |
| - financières | | | | |
| - exceptionnelles | | 127 | | |

Etat des dettes et produits constatés d'avance

| Etat des dettes | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5ans |
|-----------------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Etablissements de crédit | 107 868 | 7 203 | 30 007 | 70 658 |
| Dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs | 56 507 | 56 507 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 83 027 | 83 027 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 247 402 | 146 737 | 30 007 | 70 658 |

Charges à payer par poste de bilan

| Charges à payer | Montant |
|---|---------------|
| Emprunts et dettes établissements de crédit | 194 |
| Emprunts et dettes financières diverses | |
| Fournisseurs | 5 436 |
| Dettes fiscales et sociales | 46 600 |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 52 230 |

Annexes Associations (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

| | Net |
|--|--------------|
| Produits exceptionnels | 6 762 |
| Sur opérations de gestion | 6 762 |
| Produits de cession des éléments d'actif | |
| Produits sur exercices antérieurs | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | |
| Charges exceptionnelles | 127 |
| Sur opérations de gestion | |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés | |
| Dotations aux provisions | 127 |
| Charges sur exercices antérieurs | |
| Résultat exceptionnel | 6 635 |

Annexes Associations (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 28 519 Euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : Faible pour les non cadres
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 3.38 %
- le taux moyen des charges sociales : 40 %

Effectif moyen

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|--------------|-------------------|--|
| Cadres | 0 | |
| Non cadres | 12 | |
| TOTAL | 12 | 0 |

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 672 €.

FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2024**

FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI

100 Rue Paul VERLAINE – 74130 BONNEVILLE

Association

N° SIRET : 417 503 125 00011

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2024**

Rapport Spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

• **Entre votre Association et la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc**

Personnes concernées

Il s'agit des personnes suivantes, ceux-ci sont les administrateurs communs entre les deux entités :

| Structure | Prénom Nom |
|---|---------------------|
| Sous Préfecture de l'arrondissement de Bonneville | Rémy DARROUX |
| DDETS | Chrystèle MARTINEZ |
| DDETS | Céline GISBERT |
| France TRAVAIL | Michel DEBERNARDY |
| France TRAVAIL | Anne-Laure GALLON |
| France TRAVAIL | Francois CARILLO |
| REGION AUVERGNE RHÔNE ALPES | Fabrice PANNEKOUCKE |
| Conseil Départemental | Martial SADDIER |
| CCPR/FMBD | Eddi ETIENNE |
| CCFG | Stéphane VALLI |
| CCFG | Philippe MONET |
| CCPMB | Véronique CLEVY |
| CCVCMB | Jeremy VALLAS |
| CCMG/FMBD | Joël VAUDEY |
| CCMG | Johanna THENON |
| Trésorière FMBD/Présidente MLJ | Nathalie DESCHAMPS |
| GNI RHONE ALPES REGION EST | Paul DUVERGER |
| Groupeement des acteurs économiques de Sallanches | |
| Chambre des Métiers et de l'Artisanat | Olivier TAVERNIER |

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

Votre Association a signé avec la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc une convention, relative à la mise à disposition par la FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI, de locaux à Bonneville ainsi que des bureaux d'accueil à Verchaix et Saint-Jeoire (y compris frais accessoires : téléphone, tri du courrier) , à compter du 1^{er} janvier 2024 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en produits relatif à cette convention s'élève à 32 317 € pour l'exercice 2024.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de locaux

Votre Association a signé avec la Mission Locale Jeunes Faucigny - Mont-Blanc une convention relative à la mise à disposition, par la MLJF, des bureaux (y compris frais de fonctionnement) sur le site de Sallanches à compter du 1^{er} janvier 2024 et pour une durée de 12 mois.

Le montant comptabilisé en charges relatif à cette convention s'élève à 24 190 € pour l'exercice 2024.

- **Entre votre Association et la CCMG**

Personnes concernées

Il s'agit des personnes suivantes, ceux-ci sont les administrateurs communs entre les deux entités :

| Structure | Prenom Nom |
|-----------|--------------------|
| CCMG | Joël VAUDEY |
| CCMG | Marie-Claude MARIE |
| CCMG | Johanna THENON |
| CCMG | CLERENTIN Raphael |

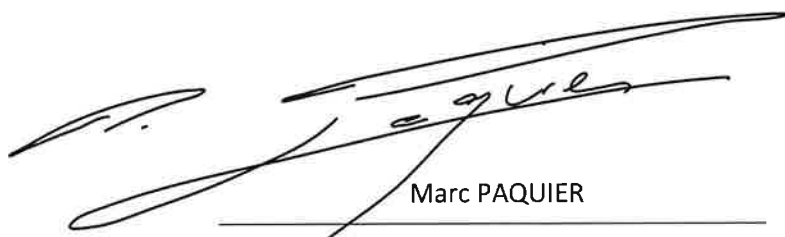
Votre Association a signé avec la CCMG un bail, relative à la mise à disposition à FAUCIGNY MONT BLANC DEVELOPPEMENT - MAISON DE L'EMPLOI, de locaux à Verchaix.

Le montant comptabilisé en charge relatif à cette convention s'élève à 12 566,62 € pour l'exercice 2024.

Fait à Annecy, le 16 juin 2025,

Le Commissaire aux Comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes


Marc PAQUIER

